

Chronique

## La confiance et la foi

Kerdellant Christine

Adam Smith, le père de la théorie économique, se demandait pourquoi deux nations identiques, dotées des mêmes atouts, n'atteignaient pas le même niveau de développement. Puis il identifia ce qui les distinguait : la confiance. Dans le pays le plus prospère, les citoyens se fiaient les uns aux autres, ils se prêtaient de l'argent ou s'achetaient comptant des marchandises à livraison différée.

Nous nous trouvons aujourd'hui au cœur d'une crise de confiance. Mais qui a rompu le pacte ? Qui a instillé le doute ? Qui a attisé cette peur qui empêche les citoyens (y compris les fonctionnaires, dont les salaires sont garantis) de s'offrir un voyage ou une nouvelle voiture ? Les banques et les médias, répond le jury populaire. Les premières ont cassé le système avec leurs subprimes. Et seule l'intervention des Etats a permis d'éviter le bank run - la ruée des clients pour vider leurs comptes. En réalité, c'est maintenant que les banques savent vraiment la confiance, en refusant de se prêter les unes aux autres.

Les médias, eux, auraient rivalisé de pessimisme et, ce faisant, délivré des prophéties auto réalisatrices (« Croyez que vous êtes en crise, et vous le serez »). Mais ce réquisitoire n'a guère de sens. En 1929, la population était moins informée, et la crise s'est diffusée plus vite et plus fort. Le partage mondial de l'information a pu, cette fois, permettre aux autorités de prendre les devants et d'amortir le choc.

Quand la confiance, puissant ciment social, créatrice de valeur, reviendra-t-elle ? Faudra-t-il attendre que chacun ait touché le fond - ou le croie ?

Le G 20, début avril, s'efforcera de remettre de l'ordre dans le système financier mondial en luttant contre les paradis fiscaux ou en promulguant de nouvelles tables de la loi. C'est le rôle des Etats. Mais ils devront d'abord faire mentir les Cassandra, qui prédisent leur échec, faute d'entente sur les objectifs initiaux. Or ces objectifs importent peu, puisque au final un seul compte : rétablir la confiance, dont les gouvernants sont aujourd'hui les derniers dépositaires. La confiance (fiducia), au sens économique du terme, et son versant religieux, la foi (fides), ont toujours été étroitement imbriquées : par leurs paroles et leurs actes, c'est bien un acte de foi que nos leaders devront engendrer.